

|                           |                        |
|---------------------------|------------------------|
| Cote du document:         | <u>REPL.VIII/4/R.7</u> |
| Point de l'ordre du jour: | <u>5 b)</u>            |
| Date:                     | <u>8 octobre 2008</u>  |
| Distribution:             | <u>Publique</u>        |
| Original:                 | <u>Anglais</u>         |

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Améliorer l'application du système d'allocation fondé sur la performance**

Consultation sur la huitième reconstitution  
des ressources du FIDA — Quatrième session  
Rome, 21-22 octobre 2008

---

Pour: **Examen**

## **Note aux membres de la Consultation**

Le présent document est soumis à la Consultation sur la huitième reconstitution des ressources du FIDA pour examen.

Afin que le temps imparti aux sessions de la Consultation soit utilisé au mieux, les membres qui auraient des questions techniques au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

### **Brian Baldwin**

Conseiller principal (gestion des opérations)

téléphone: +39 06 5459 2377

courriel: [b.baldwin@ifad.org](mailto:b.baldwin@ifad.org)

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

### **Deirdre McGrenra**

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: [d.mcgrenra@ifad.org](mailto:d.mcgrenra@ifad.org)

## Table des matières

|   |           |
|---|-----------|
| <b>Sigles et acronymes</b>  | <b>ii</b> |
| <b>I. L'adoption du système d'allocation fondé sur la performance au FIDA</b> | <b>1</b>  |
| <b>II. Ajustements apportés au SAFP</b>                                       | <b>1</b>  |
| <b>III. Application du SAFP au cours de la période d'allocation 2007-2009</b> | <b>2</b>  |
| <b>IV. Le groupe de travail sur le SAFP</b>                                   | <b>3</b>  |
| <b>V. La voie à suivre: mesures clés</b>                                      | <b>4</b>  |

### Appendice

Comparison of performance-based allocation systems  
(Étude comparative des systèmes d'allocation fondés sur la performance)

## **Sigles et acronymes**

|      |   |
|------|---|
| BAfD | Banque africaine de développement             |
| BAsD | Banque asiatique de développement             |
| BID  | Banque interaméricaine de développement       |
| CSD  | Cadre pour la soutenabilité de la dette       |
| FEM  | Fonds pour l'environnement mondial            |
| IDA  | Association internationale de développement   |
| IFI  | Institution financière internationale         |
| RNB  | Revenu national brut                          |
| SAFP | Système d'allocation fondé sur la performance |

# Améliorer l'application du système d'allocation fondé sur la performance

## I. L'adoption du système d'allocation fondé sur la performance au FIDA

1. À sa vingt-sixième session, tenue en février 2003, le Conseil des gouverneurs est convenu que dorénavant le Conseil d'administration appliquerait de façon plus systématique le principe de l'allocation fondée sur la performance prévu par les principes et critères en matière de prêts, sur le modèle des approches en usage dans d'autres institutions financières internationales (IFI) et adopterait à cette fin un système d'allocation fondé sur la performance (SAFP). Il a en outre délégué au Conseil d'administration le pouvoir de définir dans le détail la conception et la mise en œuvre de ce système.
2. Plusieurs autres institutions financières de développement recourent à des systèmes d'allocation fondés sur la performance, notamment la Banque africaine de développement (BAfD), la Banque asiatique de développement (BasD), la Banque de développement des Caraïbes (CARIBANK), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), la Banque interaméricaine de développement (BID) et l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale. Tous les systèmes mesurent à la fois les résultats et les besoins. Un tableau comparatif des méthodes adoptées par les sept principales institutions, y compris le FIDA, figure en appendice au présent document.
3. Le SAFP repose sur l'établissement d'allocations annuelles mises en œuvre dans le cadre de cycles triennaux ou périodes d'allocation. Au cours de chaque cycle, le FIDA réexamine annuellement les allocations *ex ante* en fonction des résultats des évaluations de la performance des pays conduites chaque année, afin de tenir compte des changements importants relatifs aux besoins et/ou aux progrès des pays constatés dans la sphère politique et institutionnelle. Le premier exercice d'allocation a porté sur la période 2005-2007. L'exercice actuel couvre la période 2007-2009, qui coïncide avec celle de la septième reconstitution. Le rapport de la Consultation sur la septième reconstitution des ressources du FIDA<sup>1</sup> a confirmé que l'extension du système uniforme d'allocation à l'ensemble du programme de prêts du FIDA entrerait en vigueur avec le programme de travail pour 2007 (c'est-à-dire la première année de la période de la septième reconstitution), et que les allocations régionales fixes cesseraient alors de s'appliquer.

## II. Ajustements apportés au SAFP

4. Depuis la mise en place du système, tous ceux qui l'ont pratiqué ont reconnu la nécessité d'y apporter des ajustements et des améliorations. À sa session d'avril 2006, le Conseil est convenu de ce qui suit:
  - a) Conformément à l'Accord portant création du FIDA, les ressources du Fonds continueront d'être utilisées "compte étant dûment tenu du principe d'une répartition géographique équitable". En outre, l'application d'un système uniforme d'allocation à partir de 2007 permettra au FIDA, conformément à ce qui a été décidé lors de la septième reconstitution, de continuer "à affecter à l'Afrique subsaharienne un pourcentage de ressources au moins égal à celui que la région reçoit actuellement, sous réserve que la performance individuelle des pays le justifie".

<sup>1</sup> La contribution du FIDA à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement: Rapport de la Consultation sur la septième reconstitution des ressources du FIDA (2007-2009), document GC 29/L.4.

- b) Le coefficient de pondération de 0,45 est considéré comme le "point d'équilibre" auquel la population conserve une influence importante dans la détermination des "besoins" au sein de la formule, tout en laissant une place importante à la performance et au revenu national brut (RNB) par habitant. Il a été convenu par conséquent que la formule serait modifiée pour affecter à la population un coefficient de pondération révisé de 0,45.
  - c) De l'avis général, eu égard au fait que l'action du FIDA est spécifiquement axée sur la lutte contre la pauvreté rurale, l'utilisation du critère relatif à la population rurale (plutôt qu'à la population totale) dans la formule répondrait mieux au mandat du Fonds. Il a été décidé en conséquence que le concept de population rurale serait utilisé au plus tard dans le programme de travail 2008.
5. Il a été décidé en avril 2006 qu'un groupe de travail serait constitué pour élucider les questions que posait l'application du SAFP. Le groupe de travail s'est réuni en février, avril et septembre 2007 et de nouveau en septembre 2008, pour examiner les questions d'ordre technique et méthodologique, y compris les modifications découlant de l'approbation par le Conseil d'administration du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD), de l'adoption du critère de la population rurale au lieu de la population totale, et enfin les entretiens et examens en cours avec les autres IFI qui appliquent un système d'allocation fondé sur la performance.

### **III. Application du SAFP au cours de la période d'allocation 2007-2009**

6. Étant donné que quelque 130 pays peuvent prétendre à l'emprunt et qu'environ 33 prêts et dons au titre du CSD sont approuvés chaque année par le Conseil d'administration, il y a toujours des pays qui ne reçoivent pas de nouveaux prêts chaque année voire pendant une période plus longue. Néanmoins, le portefeuille demeure actif même pour les pays qui ne doivent pas recevoir de prêt ou de don au titre du CSD. Actuellement, 197 projets sont en cours d'exécution dans 82 pays membres.
7. Lors de l'adoption du SAFP en 2005, on a recensé 119 pays susceptibles d'avoir besoin d'un financement au cours de la période d'allocation 2005-2007. Vu le grand nombre de pays, beaucoup ont reçu par la suite de faibles allocations; notamment, 36 d'entre eux n'ont bénéficié que de l'allocation minimale de 1,0 million d'USD par an. Il fallait par ailleurs réaffecter les allocations inutilisées. Le nombre et le montant de ces réaffectations ont rendu difficile la programmation au niveau des pays.
8. Par conséquent, la méthode adoptée pour la période d'allocation 2007-2009 ne prenait en considération pour les nouveaux engagements que les pays désignés comme emprunteurs effectifs, c'est-à-dire les pays où le FIDA escomptait des opérations de prêt ou de don au titre du CSD au cours de la période. Cette méthode a permis de recenser 90 pays susceptibles d'avoir besoin d'un financement<sup>2</sup> et facilité l'établissement d'allocations plus fiables et plus élevées au niveau des pays (neuf pays seulement ont reçu l'allocation minimale). Elle devrait aussi réduire les réaffectations nécessaires lorsque des pays n'utilisent pas leur allocation. Les notes et allocations finales des pays pour 2007 et les chiffres provisoires pour 2008 et 2009, calculés sur cette base, ont permis d'établir l'allocation globale des pays pour la période triennale d'allocation. Les chiffres relatifs à 2008 et 2009 sont donnés à titre indicatif sous réserve de l'évolution annuelle de la performance (évaluée sur la base des projets à risque, de la performance du secteur rural, de l'indice d'allocation des ressources de l'IDA, de la population et du RNB par habitant).

<sup>2</sup> Le terme "effectif" ne se rapporte qu'aux nouveaux engagements de financement et non au montant ou à l'état du portefeuille en cours.

9. Ce processus s'est répété en septembre/octobre 2007 (pour les notes de pays relatives à 2007 et les allocations mises à jour pour 2008), des données à jour étant disponibles sur la performance du portefeuille et du secteur rural. Le cas échéant, on a utilisé des moyennes pondérées pour réduire la variance statistique dans le temps. Par suite de l'évolution vers des allocations uniformes, les données ont fait l'objet d'un examen et d'un étalonnage inter-régionaux afin d'assurer la cohérence des évaluations et, de ce fait, la méthode de notation des indicateurs de la performance du secteur rural est actuellement en cours d'amélioration.
10. Tous les prêts et les dons à des pays spécifiques présentés au Conseil d'administration en 2007 et en 2008 s'inscrivaient dans les limites des allocations par pays du SAFP. Dans le contexte de la mise en œuvre du Cadre pour la soutenabilité de la dette, les pays ne présentant pas de risque de surendettement futur (pays classés «vert») et continuant de ce fait à être admis à bénéficier de prêts du FIDA se sont vu attribuer des allocations légèrement supérieures.
11. Actuellement, en octobre 2008, une étude a été entreprise afin de déterminer les notes de pays pour 2008 et les allocations pour 2009, dernière année de la période triennale d'allocation. Conformément à la décision prise par le Conseil d'administration en avril 2006, telle que consignée au procès-verbal<sup>3</sup>, étant donné que le mandat du FIDA est spécifiquement axé sur la pauvreté rurale, il a été convenu d'appliquer le concept de population rurale. On a utilisé pour 2008 les derniers chiffres concernant la population rurale, provenant de la Banque mondiale, et ils seront mis à jour pour les notes de pays se rapportant à 2009.
12. Il n'a pas été nécessaire en 2007 et en 2008, les deux premières années de la période d'allocation, de procéder à des réaffectations. Cette situation est semblable à celle des autres IFI qui ont adopté des systèmes d'allocation fondés sur la performance. Le Conseil d'administration a toutefois reconnu que lors de la mise en place du SAFP au FIDA, il y aurait des situations où il ne serait pas possible de souscrire des engagements correspondant aux allocations *ex ante* des pays au cours de la période d'allocation. Cela serait le cas, par exemple, en l'absence de demande de prêts du FIDA ou faute de possibilités d'engager des opérations dans les domaines prioritaires indiqués dans les programmes d'options stratégiques par pays axés sur les résultats. En pareil cas, la part inutilisée des allocations serait réintégrée dans la masse de ressources allouables<sup>4</sup> afin d'être redistribuée par le biais du SAFP en vigueur (document EB 2003/79/R.2/Rev.1, paragraphe 40). En 2009, par conséquent, toutes les ressources inutilisées au cours de la période d'allocation 2007-2009 seront traitées dans le cadre de la masse de ressources allouables pendant la dernière année de la période d'allocation. Les ressources inutilisées seront allouées conformément à la méthode du SAFP.

#### **IV. Le groupe de travail sur le SAFP**

13. Comme il est indiqué dans le rapport de la Consultation sur la septième reconstitution des ressources, le Conseil d'administration a décidé en avril 2006 de constituer un groupe de travail chargé d'élucider les questions que posait la mise en œuvre du SAFP et d'examiner les meilleures pratiques les plus récentes. Le groupe de travail s'est réuni en février, avril et septembre 2007 pour examiner les questions d'ordre technique et méthodologique, et notamment les modifications apportées à la suite de l'approbation du CSD par le Conseil d'administration, l'adoption du critère de la population rurale au lieu de la population totale, et des entretiens et études en cours avec les autres IFI qui appliquent des systèmes analogues. En septembre 2008, le groupe de travail a examiné de façon plus approfondie les systèmes comparables appliqués par d'autres IFI, prenant note des similitudes avec le système du FIDA et des modifications et ajustements à apporter à celui-ci. Le

<sup>3</sup> Document EB 2006-87-Procès-verbal.

<sup>4</sup> La notion de masse de ressources à redistribuer a également été mentionnée dans la section sur la réallocation des ressources non engagées du document EB 2003/79/C.R.P.3.

groupe de travail a examiné plusieurs meilleures pratiques qui mériteraient une étude et une réflexion plus approfondies pour déterminer si elles intéressent le FIDA, éventuellement en concertation avec les IFI concernées. Les questions à examiner de façon plus approfondie pourraient être les suivantes.

14. **Admission de nouveaux pays emprunteurs "effectifs"**. En 2009, dernière année de la période d'allocation, il sera peut-être nécessaire, à la lumière de l'évolution de la situation des pays, d'autoriser un nombre limité de nouveaux pays<sup>5</sup> à bénéficier d'une allocation destinée au financement d'un nouveau prêt ou don. Des pays tels que Haïti et le Libéria ont été identifiés à cet égard; il faudrait alors qu'un ou plusieurs pays ayant la même note soient radiés de la liste afin de maintenir l'équilibre des allocations entre les pays emprunteurs.
15. **Mises en réserve**. Plusieurs banques multilatérales de développement, notamment l'IDA, la BAfD et la BASD ont mis en place des réserves pour financer des programmes régionaux et, dans le cas de la BAfD, des États fragiles. Bien que le FIDA suive déjà la méthode de l'IDA et accorde une majoration allant jusqu'à 100% aux allocations destinées à des États qui sortent d'un conflit, le recours à ces mises en réserve pourrait être examiné de façon plus approfondie.
16. **Allocation maximale et minimale**. Le FIDA applique actuellement une allocation minimale de 1,0 million d'USD par an aux pays désignés et une allocation maximale (plafond) de 5% des ressources dont il dispose pour les prêts au cours d'une période d'allocation donnée. Conformément aux niveaux actuellement pratiqués par les autres institutions qui se sont dotées d'un SAfP afin d'exécuter des programmes permettant à la fois de garantir l'engagement et le soutien des pays membres et d'obtenir un niveau pertinent de réalisations, on pourrait envisager de porter l'allocation annuelle minimale à 1,5 million d'USD. Par la même occasion, le niveau de l'allocation maximale pourrait aussi être revu compte tenu de l'expérience des autres IFI.
17. **Réallocations**. Toutes les allocations – y compris les réallocations, comme il est indiqué au paragraphe 12 ci-dessus – suivent les formules et directives en vigueur. Il a été mentionné en outre que l'IDA dispose d'une approche spécifique pour procéder à une réallocation de pays peu performants à des pays qui le sont davantage et ont la capacité d'absorption voulue<sup>6</sup>. Le groupe de travail pourrait examiner cette approche de façon plus approfondie.

## V. La voie à suivre: mesures clés

18. Le groupe de travail sur le SAfP examinera et évaluera la façon dont le SAfP du FIDA pourrait mettre à profit les meilleures pratiques, en constante évolution, appliquées dans les autres IFI, y compris les questions mentionnées ci-dessus, et rendra compte au Conseil d'administration en conséquence.

<sup>5</sup> Cette modification serait subordonnée à l'approbation du Conseil d'administration à sa session de décembre 2008.

<sup>6</sup> "IDA's Performance-Based Allocation System: Simplification of the Formula and Other Outstanding Issues". IDA 15. septembre 2007.



# Comparison of Performance-based Allocation Systems

## I. OVERVIEW OF MAIN MULTILATERAL CONCESSIONAL FUNDS

Table 1.1: Basic Facts: Concessional Funds, Costs of Borrowing, Eligibility Criteria, and Number of Countries Served

| Institution  | Fund   | Founded | Replen. Phase   | Cost of Borrowing  | Number of Countries Eligible or with Access <sup>7</sup> |                    |             | Country eligibility criterion   |
|--|--|---------|-----------------|--|--|--------------------|-------------|---|
|  |  |         |                 |  | Concess.   | Blend <sup>8</sup> | Total       |   |
| African Development Bank                           | African Development Fund                                 | 1973    | AfDF-11         | 50 years to pay, 10 years grace, interest free, 0.75% p.a. service charge; and 0.5% commitment fee on undisbursed credits  | 38   | 2                  | 40          | AfDB Credit Policy, 1995. AfDB uses IDA's country classification in Africa until such time that AfDB develops its own new credit policy       |
| Asian Development Bank                             | Asian Development Fund                                   | 1973    | AsDF 9          | 32 year maturity, 8 years grace, 1% during grace, 1.5% thereafter  | 17   | 12                 | 29          | AsDB's Graduation Policy, 2008  |
| Caribbean Development Bank                         | Special Development Fund                                 | 1984    | SDF 6           |  | 1  | 18**               | 19          | All member countries (Group 1 has limited access)   |
| European Union, Africa Caribbean & Pacific Program | European Development Fund                                |         |                 |  |  |                    |             |   |
| Global Environmental Facility (GEF)                | GEF Trust Fund   | 1991    | GEF-4           | Primarily grants, provision for non-grant instruments  | 160  | 0                  | 160         | Guidance from global environmental conventions, and/or eligibility to either borrow from World Bank or receive technical assistance from UNDP |
| Inter-American Development Bank                    | MODE 1: T 200. Intermediate Financing Facility (IFF)     | 1982    | 1998 tp present | Existing IFF portfolio receives annual subsidies up to 3.62%. For the parallel loan structure: 20% in 40-year FSO bullet loans with 25bp interest rate, and 80% in single-currency-facility adjustable rate OC loans with a 30-year term and 5½ years grace period.                                  | 0  | 5                  | 5           | Limited to Suriname, Ecuador, El Salvador, Guatemala, Paraguay.   |
|  | MODE 2: Post-2007. Intermediate Financing Facility (IFF) | 2008    | 2008            | Previous IFF countries can access concessionary funds (from the Fund for Special Operations) up to 20% of each loan, the other 80% being ordinary capital at ordinary interest rates and conditions.   | 0  | 5                  | 5           | Limited to Suriname, Ecuador, El Salvador, Guatemala, Paraguay.   |
| Inter-American Development Bank                    | Fund for Special Operations (FSO)                        | 1961    | Agreement 1998  | Fixed at 0.25% annually, collected twice annually, 40 years maturity, 39 years grace period, single payment of principal in year 40.   |  | 5                  | 5           | Five countries (Bolivia, Guyana, Haiti, Honduras and Nicaragua (+ small amount to the Caribbean Development Bank)                             |
| International Fund for Agricultural Development    | IFAD   | 1977    | Eighth          | <i>Ordinary terms:</i> Maturity 15 to 18 years, 3 year grace period, variable LIBOR SDR composite<br><i>Intermediate terms:</i> Maturity 20 years, 5 year grace period, one-half of rate for ordinary terms<br><i>Highly concessional:</i> 0.75% annually, 40 years maturity, 10 years grace period. | Highly concessional, intermediate and ordinary terms     |                    | 121         | All member countries  |
| World Bank Group (IDA)                             | International Development Association                    | 1961    | IDA15           | 35-40 years to pay, 10 years grace, interest free  | 66   | 15                 | 78 + Kosovo | Countries with GNP per capita <\$1095 in FY09   |

<sup>7</sup> In some funds, there are countries that are technically eligible but in practice do not have borrowing access to resources.

<sup>8</sup> Blend borrowers can access both concessionary funds and ordinary capital resources in one loan.

**II. THE ALLOCATION FORMULAE**

**Table 2.1: Allocation Formulae**

| Institution             | Began PBA                                  | Allocation Formula  |  | Result  | Min. Alloc.                                   | Ceiling  |
|-------------------------|--|---|--|---|---|--|
|                         |  | Needs Factors   | Performance Factors  |   |   |  |
| <b>AfDB</b>             | 1999                                       | $POP^{1.0} \times GNPPC^{-0.125}$   | $\times [(0.26CPIA_{A-C} + 0.58CPIA_D + 0.16PORT)]^{4.0}$  | = allocation share weight                     | SDR 5 million                                 |  |
| <b>AsDB</b>             | 2001                                       | $POP^{0.6} \times GNPPC^{-0.25}$  | $\times [(ES\_CPIA^{0.7} \times PORT^{0.3}) \times GOV]^{2.0}$   | = allocation share weight                     | None  | The largest ADF borrowers are subject to a ceiling.                              |
| <b>CDB</b>              | 2000                                       | $LogPOP \times GNPPC^{0.9} \times VUL^{2.0}$  | $\times [0.7CPIA + 0.3PORT]^{2.0}$   | = allocation share weight                     |   | Haiti is subject to a fixed ceiling and does not get a formula-based allocation. |
| <b>EU (ACP)</b>         |  | $LogPOP \times 0.2GNPPC^{-1.0} \times 0.2HDI^{-1.0} \times DEBT \times VUL$   |  | = allocation share weight                     |   |  |
| <b>GEF</b>              | 2006                                       | GBI <sup>0.8</sup><br>(The Global benefits Index is calculated separately for the two focal areas: The GBI for Biodiversity is 0.8 x TERRESTRIAL BIODIVERSITY + 0.2 MARINE BIODIVERSITY (Terrestrial Biodiversity is defined as 0.55 x represented species + 0.20 x threatened species + 0.15 x represented eco-regions + 0.10 * threatened eco-regions; and Marine Biodiversity is defined as represented marine species<br>The GBI for Climate change is defined as Baseline GHG emissions X carbon intensity adjustment factor.) | $\times [0.2CPIA + 0.10PORT + 0.70CEPIA]$<br>(The World Bank CPIA scores are used, with 0.7 weight to environmental criteria and 0.2 weight to "broad framework indicator" (governance). Portfolio performance, PORT, is judged on ten year's of GEF and World Bank environmental projects.) | = allocation share weight for each focal area | \$1 million for each focal area               |  |
| <b>IDB (IFF)</b>        | 2002 to 2008 (IFF discontinued after 2007) | $(0.133FUND) \left( \frac{POP}{\sum POP} \right) + (0.133FUND) \left( \frac{1}{\sum \frac{1}{GNPPC}} \right) + (0.133FUND) \left( \frac{DEBT}{\sum DEBT} \right)$   | $+ (0.6FUND) \times \left[ \frac{0.7CIPE + 0.3PORT}{\sum (0.7CIPE + 0.3PORT)} \right]$   | = 50% \$allocation (Component I)              |   |  |
| <b>IDB (FSO)</b>        | 2002 (current formula 2007)                | $Pop^{0.50} \times GNIPC^{-1}$  | $\times [0.3PORT + 0.7CIPE]^{2.0}$   | = 50% \$allocation (Component II)             |   | US\$25 Million per year  |
|                         |  | $(0.22FUND) \left( \frac{POP}{\sum POP} \right) + (0.133FUND) \left( \frac{1}{\sum \frac{1}{GNPPC}} \right)$  | $+ (0.6FUND) \times \left[ \frac{0.7CIPE + 0.3PORT}{\sum (0.7CIPE + 0.3PORT)} \right]$   | = 50% \$allocation (Component I)              |   | US\$54 Million per year  |
| <b>IFAD</b>             | 2005                                       | Rural $POP^{0.45} \times GNIPC^{-0.25}$   | $\times [0.2CPIA + 0.35PORT + 0.45RuralCPIA]^{2.0}$  | = allocation share weight                     | \$1 million                                   | 5% of total allocated  |
| <b>World Bank (IDA)</b> | 1977                                       | $POP^{1.0} \times GNPPC^{-0.125}$   | $\times [0.24CPIA_{A-C} + 0.68CPIA_D + 0.08PORT]^{5.0}$  | = allocation share weight                     | SDR 4.5 million per country per replenishment | SDR 19.8 per capita  |

**Note:** Variables: CIPE= Country Institutional and Policy Evaluation (IDB); CPIA = Country Policy and Institutional Assessment; DEBT = Debt service ratio; ES\_CPIA= Economic and Social Performance Criteria in CPIA (for ADB); FSO=Fund for Special Operations (IDB); Fund= Size of IFF and FSO Envelope; GOV= Average of the five criteria in the "public sector management cluster" for ADF; average of the six criteria in the Governance and Public Sector Performance for AfDF; average of the five criteria in the public sector management cluster (Cluster D) for IDA; GNPPC = GNP per capita; Log = logarithm; HDI = Human Development Index; PCEF= Post-conflict Enhancement Factor (AfDB);POP = Population; PORT= Portfolio rating; RuralCPIA= Performance rating on policies and institutions for rural development (IFAD); VUL = Country Vulnerability (EU ACP).

Table 2.2: Weights of Policy and Institutional Performance and Country Portfolio Ratings in the Resource Allocation Formula

| Institution | Weight in the 'Country Performance Rating' of: |                       | Basis of Portfolio Performance Rating  | Extra Weight to Governance? |
|-------------|--|-----------------------|--|-----------------------------|
|             | Policy and Institutional Performance           | Portfolio Performance |  |                             |
| AfDB        | 26%  | 16%                   | Projects at risk   |                             |
| AsDB        | 85%  | 15%                   | Projects at risk   |                             |
| CDB*        | 70%  | 30%                   | All active projects: performance scores based on OECD/DAC project performance criteria**   |                             |
| EU (ACP)*   | 80%  | 20%                   | Resource utilization rate  |                             |
| GEF         | 90%  | 10%                   | Development objectives and implementation progress ratings for GEF portfolio and ICR ratings of World Bank environment related projects  |                             |
| IDB (FSO)   | 70%  | 30%                   | Based on the percentage of undisbursed balances represented by projects classified as "problem" or "on alert" in the Bank's portfolio monitoring system. The variables are measured on a scale ranging from 1 to 6, being 6 the highest performance level. |                             |
| IFAD        |  | 35%                   | Actual problem projects and projects at risk (5 of 11 flags up)  |                             |
| IDA         | 92%  | 8%**                  | Actual problem projects  |                             |

Note: \* The European Union (EDF ACP) and the Caribbean Development Bank (SDF) are not quite comparable with the others in this table, because additional factors in their formulae, not shown here, modify the effective weight of the performance components. \*\* At different times the World Bank IDA has given portfolio performance different weights – zero, 7%, 10% and 20%.

**Table 2.3: Transformation of ‘% Projects at Risk’ into ‘Portfolio Performance Rating’**

| Rating | AfDB                      | AsDB <sup>9</sup><br>(illustrative) | CDB     | EU (ACP) | GEF            | IFAD                 | IDA     | IDB   |
|--------|---------------------------|-------------------------------------|---------|----------|----------------|----------------------|---------|---|
| 6.0    |                           |                                     |         |          | Not applicable | 0%, 2 or more years  |         | Ratio of undisbursed \$ in problematic or on-alert projects as percentage of total undisbursed amount in all current projects in the country. |
| 5.5    |                           |                                     |         |          |                | 0%                   |         |   |
| 5.0    | 0; portfolio size>5       |                                     | 0-19%   |          |                |                      | 0%      |   |
| 4.5    | 0; portfolio size<5       | 0-3%                                |         |          |                |                      |         |   |
| 4.0    | 0% to 20%                 | 4-6%                                | 20-39%  |          |                | 1% to 34%            | 1-4%    |   |
| 3.5    | 21% to 40%                | 7-14%                               |         |          |                |                      | 5-15%   |   |
| 3.0    | 41% to 60%                | 15-29%                              | 40-59%  |          |                | 35 to 67%            | 16-26%  |   |
| 2.5    | 61% to 80%                | 30-100%                             |         |          |                |                      | 27-67%  |   |
| 2.0    | 46% to 70%                |                                     | 60-79%  |          |                | 68 to 100%           | 68-100% |   |
| 1.5    | >100% for 2 years or more |                                     |         |          |                |                      |         |   |
| 1.0    |                           |                                     | 80-100% |          |                | 100% 2 years or more |         |   |

<sup>9</sup> ADB, Policy on Performance-Based Allocation for Asian Development Fund Resources, R20-01, 20 Feb. 2001, Appendix 2 Page 2.

**Table 2.4: Criteria for Assessing Country Policy and Institutional Performance (IRAI/CPIA)**

|   | AfDF   | AsDF  | CDB   | IDB (FSO and IFF)**   | IDA*  | GEF  | IFAD        |
|---|--|---|---|---|---|--|-------------|
| <b>I. Criteria for CPIA Assessment</b>            |  |   |   |   |   |  |             |
| <i>Macroeconomic Management</i>                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Fiscal policy</li> <li>General macroeconomic performance</li> <li>Macroeconomic &amp; external debt management capacity</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Macroeconomic management</li> <li>Fiscal policy</li> <li>Debt policy</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Macroeconomic management</li> <li>Fiscal policy</li> <li>Debt policy</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Macroeconomic imbalances (fiscal &amp; monetary policies)</li> <li>Management of external debt</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Macroeconomic management</li> <li>Fiscal policy</li> <li>Debt policy</li> </ul>  |  | Same as IDA |
| <i>Structural &amp; Social Policies</i>           | <ul style="list-style-type: none"> <li>Regional Integration &amp; Trade</li> <li>Financial sector</li> <li>Business regulatory environment</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Trade</li> <li>Financial sector</li> <li>Business regulatory environment</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Trade policy</li> <li>Financial sector</li> <li>Business regulatory environment</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Trade &amp; commercial policy</li> <li>Banking &amp; financial sector stability</li> <li>Policies &amp; institutions for environmental stability.</li> </ul>                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>Trade policy</li> <li>Financial sector</li> <li>Business regulatory environment</li> </ul>   | Policies & institutions for environmental sustainability as in IDA | Same as IDA |
| <i>Policies for social inclusion/ equity</i>      | <ul style="list-style-type: none"> <li>Gender equality</li> <li>Equity of public resource use</li> <li>Building human capital</li> <li>Social protection and labour</li> <li>Environmental policy &amp; regulations</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Gender equality</li> <li>Equity of public resource use</li> <li>Building human resources</li> <li>Social protection and labor</li> <li>Policies and institutions for environmental sustainability</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Gender equity</li> <li>Equity of public resource use</li> <li>Building human resources</li> <li>Social protection &amp; labour</li> <li>Policies and institutions for environmental sustainability</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Gender equality, indigenous &amp; other minorities inclusion issues</li> <li>Building human resources &amp; social protection</li> <li>Monitoring &amp; analysis of poverty</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Gender equity</li> <li>Equity of public resource use</li> <li>Building human resources</li> <li>Social protection &amp; labour</li> <li>Policies and institutions for environmental sustainability</li> </ul>  |  | Same as IDA |
| <i>Governance &amp; Public Sector Performance</i> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Property rights &amp; rule-based governance</li> <li>Quality of budgetary &amp; financial management</li> <li>Efficiency of revenue mobilization</li> <li>Quality of public administration</li> <li>Transparency, accountability &amp; Corruption in the public sector</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Property rights and rule-based governance</li> <li>Quality of budgetary and financial management</li> <li>Efficiency of revenue mobilization</li> <li>Quality of public administration</li> <li>Transparency, accountability, and corruption in the public sector</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Property rights &amp; rule-based governance</li> <li>Quality of budgetary &amp; financial management</li> <li>Efficiency of revenue mobilization</li> <li>Quality of public administration</li> <li>Transparency, accountability, and corruption in the public sector</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Property rights, governance &amp; private sector development</li> <li>Transparency &amp; accountability in the public sector</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Property rights &amp; rule-based governance</li> <li>Quality of budgetary &amp; financial management</li> <li>Efficiency of revenue mobilization</li> <li>Quality of public administration</li> <li>Transparency, accountability, and corruption in the public sector</li> </ul> | Same as IDA  | Same as IDA |

| <b>II. Weight in CPIA</b>                       |  |                |  |                 |   |             |             |
|---|--|----------------|--|-----------------|---|-------------|-------------|
|   | <b>AfDF</b>                                  | <b>A. AsDF</b> | <b>CDB</b>   | <b>IDB</b>      | <b>IDA*</b>   | <b>GEF</b>  | <b>IFAD</b> |
| <i>Macroeconomic Management</i>                 | 33.33%                                       | 11.7%          | 25%  | 15%             | 25%   |             | Same as IDA |
| <i>Structural and Social Policies</i>           | 33.33%                                       | 11.7%          | 15%  | 20%             | 25%   |             | Same as IDA |
| <i>Policies for social Inclusion and equity</i> | 33.33%                                       | 11.7%          | 25%  | 35%             | 25%   | 70%         | Same as IDA |
| <i>Governance and Public Sector Performance</i> | 100% (separated from 3 CPIA clusters) 33.33% | 50.0%          | 25%  | 30%             | 25%   | 20%         | Same as IDA |
| <b>III. CPIA Scoring Process</b>                |  |                |  |                 |   |             |             |
| <i>Frequency of performance scoring</i>         | Annual                                       | Annual         | Biennial   | Two-year period | Annual  | Same as IDA | Same as IDA |
| <i>Benchmarking</i>                             | Yes  | No             | Yes. Joint with World Bank for two or three Caribbean countries each year. | No              | Yes, typically about 20 countries per year are scored first as benchmarks |             |             |
| <i>Written substantiation</i>                   | Yes  | Yes            | No   | Yes             | Yes   |             |             |

Note: \* GEF only uses the policies & institutions for environmental sustainability from IDA. IFAD uses the same criteria as IDA.

### III. Extra-Formula Considerations

**Table 3.1 Special Allocations, Allocation Constraints, and Allocations Management**

|  | AfDB  | AsDB  | CDB                                       | EU ACP            | GEF   | IDB  | IFAD                              | IDA  |
|--|---|---|---|-------------------|---|--|-----------------------------------|--|
| <b>Constraints on Allocation</b>                                   |   |   |   |                   |   |  |                                   |  |
| Minimum allocations?   | Yes, SDR 5 million  | No, but not zero  | No. Zero is possible.                     | No, but not zero. | \$1 million in each focal area  | No, but not zero   | US\$ 1 million                    | SDR 4.5 million for 3 years  |
| Separate \$ pool for special group of countries?                   | No  | Yes. 4.5% of commitment authority for Pacific COUNTRIES.  | Yes. Group 4: Guyana and Haiti            |                   |   | No. The Intermediate Financing Facility (for middle-income countries) was discontinued in 2007 and replaced with blending provisions (max. 20% FSO funds). | No                                |  |
| Allocation caps? (ceilings)  | Yes, 10% cap for countries with large populations             | Soft cap. Blend countries with PBA shares above 14% will receive only half of the share above that threshold. |   |                   | (1) Biodiversity, 10% of total resources. No country affected.<br>(2) Climate Change 15% of total resources. Only China affected. |  | Capped allocations at 5% of cycle | Capped allocations to two credit worthy blend countries below IDA's operational cutoff: India, Pakistan  |
| General reserve  |   | No  |   |                   | No specific provision, administratively managed   | \$100M   | No                                | No   |
| <b>Special Allocations</b>   |   |   |   |                   |   |  |                                   |  |
| Small country preference?  | Yes, minimum allocation                                       | Yes. Weight on population in PBA formula biased toward small countries.                                       |   |                   | Yes, minimum allocation   | Yes, performance \$pot advantages small countries.   | Yes, minimum allocations          | Yes, minimum allocation of SDR 1.5 million per year, which benefits small countries  |
| Different allocation rules for post-conflict/ fragile states?      | Yes, topping up allocation for fragile states after their PBA | Yes, for eligible countries   |   |                   | No  | NO   | Yes, for eligible countries       | Yes, for eligible countries  |
| Definition of post-conflict/ fragile countries                     | Yes   | Post-conflict countries refer to countries that are emerging from a situation of violent, protracted conflict |   |                   | No  |  |                                   | Post-conflict: A country which has experienced a recent, intense conflict as measured by: (a) extent of human casualties caused by the conflict, or (b) proportion of population that is either internally displaced or in exile, and/or (c) extent of physical destruction.<br>Re-engaging: countries reengaging after a prolonged period of disengagement, accumulation of sizeable arrears, and/or partial collapse of state. |
| Duration/ pattern of assistance for post conflict/ fragile states? | 6 years   | In accordance with IDA framework  | Haiti joined CDB in 2005. Not included in |                   | No  |  |                                   | Post-conflict: 10 years, of which the last 6 yrs are gradual phase down to PBA level.  |

|   | AfDB   | AsDB  | CDB                                       | EU ACP                              | GEF   | IDB   | IFAD  | IDA   |
|---|--|---|---|-------------------------------------|---|---|---|---|
|   |  |   | formula allocations.<br>Fixed allocation. |                                     |   |   |   | Re-engaging: 5 years, of which the last 3 yrs are phase-down  |
| Set aside for emergency/disaster response?                      | 6 years  | Softer loan terms   | Yes, \$10M                                | Envelope B (about 20% of ACP funds) | No  | General reserve can be used   |   | No  |
| Set aside for priority action areas, like AIDS                  | Yes: 17.5% for regional projects & 7.5% for fragile states | No  | Yes                                       |                                     | No  | No  |   | No  |
| <b>Debt Sustainability and Grants</b>                           |  |   |   |                                     |   |   |   |   |
| DSF adopted for determining grants and credits?                 | Yes  | Yes   |   |                                     | n/a   | The appropriate degree of concessionality for each eligible country is derived from the debt distress indicators (DSA). | Same as IDA   | Yes, a country's risk of debt distress (as determined through a DSA) determines the credit-grant mix  |
| Modified volume discount, percentage and methodology            | Yes  | 20% discount, all available for hard term facility  |   |                                     | n/a   |   | Grant allocations subject to 5% upfront volumen reduction | Grant allocations subject to a 20% upfront volume reduction, of which 11% is an incentive-related discount while 9% is a charges-related discount   |
| MDRI netting out applied in allocation?                         |  |   |   |                                     | n/a   | No  |   | Yes   |
| <b>Regional (multi-country) Projects</b>                        |  |   |   |                                     |   |   |   |   |
| Set aside for regional projects (% replenishment, and \$ value) | 17.5% of ADF-11 replenishment; SDR 953 million             | 10% OF ADF commitment authority   | 2001 (\$15M)                              |                                     | 5% of available resources (\$50 million for biodiversity and \$50 million for climate change) | No  | No  | Yes, about 4% of IDA15 (SDR1.2 billion) set aside for regional projects or SDR400 million per year, of which roughly 80% goes to Africa   |
| Criteria for regional projects                                  | Yes  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Country borrower must have access to ADF;</li> <li>Project cannot have component activities in a country with ADF arrears;</li> <li>Project concept must demonstrate consistency with the Regional Cooperation Strategy, OM on Regional Cooperation, national poverty reduction strategies, and country partnership strategies and country operations</li> </ul> |   |                                     | Based on extent of spill-over benefits  |   |   | Criteria: (i) at least three countries participating, (ii) evidence of cross-border benefits, (iii) country and regional ownership, (iv) coherence with regional strategy and (v) potential to contribute to policy harmonization |

∞



|  | AfDB  | AsDB  | CDB        | EU ACP | GEF  | IDB   | IFAD                             | IDA  |
|--|---|---|------------|--------|--|---|----------------------------------|--|
|  |   | business plans;<br>• Project benefits must include more than one country; and<br>Country ownership demonstrated through partial financing from country's PBA  |            |        |  |   |                                  |  |
| Country contributions required? If so, how much?               | Yes; 1/3 of project cost in country, with ceiling of 10% if country's PBA is below SDR 20m          | Of the total ADF financing, 2/3 will come from the sub-regional pool and 1/3 from PBA. The required contributions from biennial PBA will be subject to a 20% ceiling, beyond which contribution from country PBA will not be mandatory. |            |        | Yes  | No  |                                  | A participating country must contribute one-third of the regional project costs, with a cumulative ceiling on country contribution at 20 percent of its annual allocation.   |
| <b>Allocation Periods and Reallocation</b>                     |   |   |            |        |  |   |                                  |  |
| Period covered by a single allocation                          | 3 years   | Biennial with midterm review  | Four years |        | Four years with a reallocation after two years   | Two years   | Three years                      | One year   |
| Any limits on front-loading and back-loading?                  | Yes, 50% firm for Y1, and can front load up to 50% of Y2. In Y2 can backload 100% of Y1 is not used | Share in biennial allocation for countries with allocation of:<br>• ≥\$40m – 62.5%<br>• <\$40m and population ≥ 1 million – 100%<br>• <\$40m and population < 1 million – 175%  |            |        | Maximum access in the first two years of the four-year cycle is 50%.   |   | No                               | Limited front loading (of up to 30 percent) of allocations in the first two years allowed; small countries and capped blend countries can frontload higher percentages. No limits on backloading in the first two years. |
| Any reallocations among countries? Any limits on reallocation? | Yes, reallocation in 3 <sup>rd</sup> year of non-used resources. Use PBA to allocate to all others  | Towards end of replenishment period, unused allocation will be reallocated according to PBA   |            |        | Reallocation after two years. If a country has an individual allocation in the first half of the replenishment period it is guaranteed an individual allocation in the second half (rather than being in the "pool" of countries). | No carry-overs and reallocations. Any unused FSO resources available from the two-years allocations will be added to the resources available for the next two-years period. | Yes, reallocations in third year | In year 3 of the replenishment cycle funds can be reallocated on a case-by-case basis, but only from lesser-performing to better-performing countries  |

|   | AfDB | AsDB | CDB | EU ACP | GEF                          | IDB   | IFAD                                   | IDA            |
|---|------|------|-----|--------|------------------------------|---|--|----------------|
| Conditional approvals when insufficient commitment authority remains at end of allocation period? | Yes  | Yes  | Yes |        | No specific policy provision | Yes   | N/a                                    | Not applicable |
| Borrowing or carryover of allocations across replenishment periods                                |      |      |     |        | No                           | Limited provision for carry-over of projects under active consideration into the first six months of a new replenishment period | Yes, minimum allocation countries only | No             |

## IV: Disclosure of Information

**Table 4.1: Disclosure of Country Performance Scores and Allocation**

| Institution                                     | Disclosure Practices                          |                                     |   |                             | Allocation disclosed?  |
|---|---|-------------------------------------|---|-----------------------------|--|
|   | Overall CPR/CPIA score disclosed              | CPR/ CPIA Criteria scores disclosed | CPR/ CPIA Score justification disclosed | CPR/ CPIA Posted on website |  |
| African Development Bank                        | Yes   |                                     |   |                             |  |
| Asian Development Bank                          | Actual scores                                 | Yes                                 | No                                      | Yes                         | Only to the Board  |
| Caribbean Development Bank                      | Actual score                                  | Yes                                 | No                                      | No                          |  |
| European Commission (ACP)                       |   |                                     |   |                             |  |
| Global Environmental Facility (GEF)             | Inferable from allocations and Benefits index | No                                  | No                                      |                             | Yes  |
| Inter-American Dev. Bank                        | Actual score                                  | No                                  | No                                      | Yes                         |  |
| International Fund for Agricultural Development | Actual score                                  | Actual score                        | No                                      | Yes                         | Yes, posted on Internet as Board document                                      |
| World Bank (IDA)                                | Yes   | Yes                                 | No                                      | Yes                         | Yes, disclosed to the Board of IDA for information only starting from end-FY09 |